



# AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

## Renforcement de la sensibilisation au domaine forestier en Afrique centrale

### TABLE RONDE D'EXPERTS

19-21 novembre 2024

### BIOGRAPHIES

#### Leadership

**Colonel (retraité) Daniel Hampton** est directeur adjoint du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Il apporte plus de 25 ans d'expérience dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique et de la stratégie de défense des États-Unis en Afrique. En tant que professeur de pratique en études de sécurité, il supervise l'élaboration des programmes d'études et la gestion des programmes dans les domaines du renforcement des capacités institutionnelles et de la coopération civilo-militaire.

Au cours de ses 30 ans de carrière militaire, colonel Hampton a occupé plusieurs postes sur le continent africain, notamment en tant que haut fonctionnaire de la défense des États-Unis auprès de la République d'Afrique du Sud et attaché de défense des États-Unis auprès du Royaume d'Eswatini, du Malawi, du Lesotho et du Zimbabwe. Il a également été conseiller politique du Chef d'État-major des armées pour la région de la Corne de l'Afrique. Dans le cadre de la mission de formation de l'OTAN en Afghanistan, colonel Hampton a commandé le Commandement de soutien régional Sud, responsable de la formation institutionnelle, de l'équipement et de l'approvisionnement de toutes les forces de l'armée et de la police afghanes dans le sud de l'Afghanistan.

Colonel Hampton est diplômé de la « United States Army Command and Staff College », de la « Zimbabwe Staff College et de la « Defense Language Institute » (français). Il est titulaire d'une maîtrise en études africaines de l'université de l'Illinois, d'une maîtrise en études stratégiques de la « U.S. Army War College » et d'une licence en histoire de la Wake Forest University ».

**Dr Catherine Lena Kelly** est vice-doyenne des affaires académiques et professeure de justice et d'état de droit au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Ses travaux portent sur les partis politiques et la démocratisation, l'état de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que sur la criminalité transnationale organisée. Elle est Chargée de programme de l'état de droit et de la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que du portefeuille de la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

Auparavant, Dr Kelly était conseillère au sein de la division de la recherche, de l'évaluation et de l'apprentissage de l'« American Bar Association Rule of Law Initiative », où son travail sur la formation judiciaire et l'autonomisation juridique à la base l'a conduite au Burundi, en RCA, en RDC, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda, où elle a travaillé avec divers fonctionnaires judiciaires nationaux et locaux, des assistants juridiques et la société civile. Parlant couramment le français, Dr Kelly a également conçu et donné des cours sur l'Afrique contemporaine en tant que boursière postdoctorale à l'université de Washington à St. Louis, et sur l'Afrique de l'Ouest et les études régionales la « Foreign Service Institute » du département d'État américain. Dr Kelly a obtenu des bourses de Fulbright, du Conseil américain des sociétés savantes, de l'Association de recherche sur l'Afrique de l'Ouest, de l'Université de Harvard et du programme de langues étrangères et d'études régionales du gouvernement américain pour la langue wolof. Son livre, « Party Proliferation and Political Contestation in Africa : Senegal in Comparative Perspective » (Palgrave Macmillan, 2020), est basé sur 18 mois de recherche au Sénégal. Ses travaux ont été publiés dans « African Security », « Journal of Democracy », « Comparative Politics », « The Washington Post », « Democracy in Africa », de nombreux volumes rédigés et des livres blancs de l'American Bar Association.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence avec mention très bien de l'Université de Washington à St Louis. Elle est membre du Conseil des relations extérieures.

**Dr Daisy Muibu** est professeure adjointe d'études de sécurité au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Ses travaux portent sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que sur la gouvernance du secteur de la sécurité dans les États touchés par un conflit. Elle est chargée de diriger le portefeuille de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ainsi que celui de la lutte contre la criminalité transnationale organisée au Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Muibu était chargée de recherche à la « Harvard T.H. Chan School of Public Health » et Maître de conférences au département de criminologie et de justice pénale de l'Université d'Alabama. Son travail sur l'influence des combattants étrangers sur les groupes armés et sur la réforme du secteur de la sécurité dans les régions touchées par les conflits l'a amenée à travailler sur le terrain en Somalie et au Kenya, où elle a mené des enquêtes et des entretiens auprès des communautés. Ses travaux ont été publiés dans des revues universitaires telles que « Dynamics of Asymmetric Conflict », « South African Journal of International Affairs », « The Journal of the Middle East and Africa, Conflict, Security and Development », « Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism, et le Combating Terrorism Center ». Le Dr Muibu a également bénéficié de plusieurs bourses de recherche, notamment dans le cadre de la « National Counterterrorism Innovation, Technology, and Education » (NCITE), de l'Initiative des Nations unies pour la paix et la réconciliation en Somalie, de l'« Association for the Study of The Middle East and Africa » et de l'Université d'Alabama.

Dr Muibu est titulaire d'un doctorat en justice, droit et criminologie de l'Université américaine de Washington D.C. (2020), d'un master en enseignement et sécurité internationale de la « King's College » de Londres (2015) et d'une licence en relations internationales de l'Université internationale des États-Unis d'Amérique – Afrique (2014).

## Modérateurs

**Dr Martin Ewi** est le coordinateur technique/ROCO du projet ENACT à l'« Institut d'études de sécurité » (ISS), où il était auparavant chercheur principal sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, et chef de projet pour le projet de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme de l'ISS pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Il a également été chargé des affaires politiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), basée à La Haye. Avant de rejoindre l'OIAC, M. Ewi était responsable du programme de lutte contre le terrorisme de la Commission de l'Union africaine et des affaires de contrôle des armes et de désarmement à Addis-Abeba.

M. Ewi est un expert politique de haut niveau qui possède une vaste expérience de la recherche et de la rédaction de documents juridiques sur les questions de sécurité et de stratégie en Afrique, acquise sur une période de plus de vingt ans. Au cours de cette période, il a occupé divers postes de direction et des postes techniques évolutifs en tant qu'expert, et a été consultant auprès d'organisations continentales et internationales. Il a beaucoup voyagé sur le continent et a travaillé avec des gouvernements africains et des organisations panafricaines aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Ses principaux domaines d'expertise sont la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la criminalité transnationale organisée, le désarmement et le contrôle des armements, y compris les armes légères et de petit calibre et les armes de destruction massive, le trafic d'êtres humains et de stupéfiants, les mines terrestres antipersonnel, ainsi que les questions de sécurité commune et collective en Afrique. Il a été le premier expert de l'Union africaine en matière de lutte contre le terrorisme, qui a mis en place et rendu opérationnelle l'architecture de l'UA en matière de lutte contre le terrorisme et de paix et de sécurité.

M. Ewi est titulaire d'une maîtrise en études internationales sur la paix de l'université de Notre Dame, à Southbend, dans l'Indiana, aux États-Unis d'Amérique. Il est également titulaire d'une licence (avec distinction) en études sur la paix et la politique internationale du Juniata College à Huntingdon, Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique. Ses travaux de recherche ont été publiés dans des revues à comité de lecture et dans des chapitres d'ouvrages.

**Dr Oluwole Ojewale** est titulaire d'un doctorat en planification urbaine et régionale. Il possède une expérience de haut niveau dans le soutien de projets d'influence politique par le biais de la sensibilisation, du conseil, de la collecte et de la diffusion de données dans 17 pays d'Afrique, d'Europe et du Moyen-Orient. À plusieurs reprises, il a été chef de projet, chef d'équipe et gestionnaire de composantes pour des programmes à grande échelle qui ont attiré des financements de la part des principaux partenaires internationaux du développement dans le Nord global. Actuellement, il est coordinateur régional au bureau de l'Afrique de l'Ouest de l'Institut d'études de sécurité à Dakar, au Sénégal. Dans le cadre du programme ENACT, il recueille et diffuse des données probantes par le biais de recherches transnationales dans huit pays et fournit des conseils stratégiques au Comité des chefs de police d'Afrique centrale. Ces conseils visent à améliorer la réponse régionale aux menaces et aux tendances de la criminalité transnationale organisée. Il a publié des articles dans des revues à comité de lecture et a coécrit « Urbanization and Crime in Nigeria », publié par Palgrave Macmillan en 2019. Ses commentaires politiques ont

été publiés dans Daily Maverick, Premium Times, Africa Report, Harvard Bulletin, LSE Blog, ISS Today, The Brookings Institution et The Conversation, entre autres.

## Speakers

**Général de Brigade Dieudonné David Kitenge Amisi** est écologiste et officier militaire de formation avec vingt-six ans d'intégration encadrée dans le milieu professionnel, y compris vingt ans de service militaire au sein des Forces Armées de la République démocratique du Congo (1998 - 2018) et Cinq ans de service paramilitaire au sein du Corps de Protection des Parcs Nationaux et réserves naturelles apparentées (CorPPN, de 2018 à nos jours). Au cours de sa carrière, il a également été Chargé des conférences sur les Enjeux Environnementaux et de Conservation de la Nature à l'École de Guerre de Kinshasa, Chargé des Cours d'Administration et Logistique OPS Cours de Base d'Etat-Major (CBEM), Chef Département Etudes et Doctrine au Commandement Général des Ecoles Militaires (CGEM), Assistant Chef d'Etat Major de Force Terrestre, Commandant 8ème Région Militaire (Nord KIVU) en Second en charge Administration et Logistique 2006 à 2009, Directeur de Formation militaire à la Structure Militaire Intégration en 2006, et Conseiller Militaire du Ministre de Défense Nationale de 2003 à 2005.

Le Général Kitenge est diplômé d'un Master Exécutif en Sécurité Internationale (Management stratégique et opérationnel des risques), double Diplômé des Hautes études de stratégie et de défense de l'Université de défense de Chine et du Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense / CHESD RD CONGO, et Licencié en Ecologie et Conservation de la Nature de l'Université de KISANGANI/RDC. Polyglotte, il s'exprime bien en Swahili, Lingala, Français et Anglais.

Le Général **Serge Kolingba** de la République centrafricaine est un officier général de la gendarmerie nationale travaillant au ministère de la Défense Nationale, au Centre d'Information et de Coordination comme Commandant dudit centre.

Diplômé du Brevet d'Études Supérieure de Sécurité et ayant 22 d'expérience dans le domaine de la sécurité et ayant occupé les fonctions de Chef du Centre Opérationnel Police/Gendarmerie et de Chef du Corps de la Légion de Gendarmerie Mobile lesquelles qui m'ont permis de gérer les situations post-conflits de mon pays la Centrafrique et surtout la mutualisation de la Police et de la Gendarmerie pour faire face à la situation d'insécurité issue des troubles politico-militaire, le général Kolingba a été un acteur très apprécié de sa hiérarchie. Cette solide expérience dans l'exercice de commandement d'un centre opérationnel lui a valu d'être promu à d'autres tâches plus exaltantes.

De ce fait, il a été placé à la tête du centre d'information et de coordination laquelle structure est placée sous l'autorité du Président de la République centrafricaine et agissant sous les ordres du Comité des Chefs d'États-majors (MINUSCA, GENDARMERIE CENTRAFRICAINE, POLICE CENTRAFRICAINE ET FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINE), dont la charge essentielle est la collecte, le traitement de l'information suivi de l'analyse et de la présentation de la situation sécuritaire et opérationnelle en République centrafricaine.

Cet ainsi dans le cadre de la recherche de la cohésion entre la MINUSCA et les Forces de Défense

et de Sécurité, il a eu la charge d'organiser avec le ministère des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche la célébration de planting d'arbres pour conscientiser la population le plus largement possible sur les dangers qu'engendre les coupes ou déboisements anarchique qui prend de proportion inquiétante.

Enfin, pour terminer, le Général Kolingba a participé à plusieurs séminaires de formation des planificateurs de niveau stratégiques en OSP/GOUVERNANCE à Yaoundé au Cameroun.

**M. Chouaibou Nchoutpouen** est le secrétaire exécutif adjoint et coordinateur technique de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), où il joue un rôle essentiel dans la promotion de la conservation de l'environnement en Afrique centrale depuis plus de 17 ans. Sa carrière à la COMIFAC a débuté en 2008 en tant que chargé de programme spécialisé dans la biodiversité et la désertification. Au fil des ans, il a géré des initiatives clés telles que la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD) dans la région. Le leadership de M. Nchoutpouen s'est étendu à la coordination de plusieurs groupes de travail régionaux, axés sur la biodiversité, les zones protégées et la désertification, ce qui lui a valu d'être reconnu comme une personnalité de premier plan dans les négociations environnementales.

Depuis 2021, il occupe le poste de secrétaire exécutif adjoint, où il supervise les programmes environnementaux de la Commission et travaille en étroite collaboration avec les parties prenantes internationales pour promouvoir les pratiques forestières durables et la conservation de la biodiversité. Son parcours professionnel s'appuie sur une maîtrise en sciences forestières de l'Université de Yaoundé, au Cameroun, et sur une expérience pratique au Centre de recherche et de développement forestier d'Afrique centrale (CARFAD), où il a dirigé des projets sur la foresterie communautaire, la gestion de la faune et la flore sauvages et les produits forestiers non ligneux. Le travail de M. Nchoutpouen s'étend au-delà de la COMIFAC, ayant contribué en tant que consultant à des organisations internationales telles que la GIZ, l'UICN, la FAO, TRAFFIC et le ministère camerounais de l'environnement. Son expertise a permis d'élaborer des politiques de développement durable et de conservation de la biodiversité dans la région. En outre, il a participé à des programmes internationaux aux États-Unis, axés sur la gestion des bassins versants et le changement climatique, ce qui a renforcé sa capacité à intégrer la résilience climatique dans la gestion des forêts et des ressources naturelles en Afrique centrale.

Originaire du Cameroun, **M. Denis Mahonghol** a 24 ans d'expérience dans la gouvernance forestière et la conservation en Afrique centrale. Ses principaux domaines d'intervention sont la recherche forestière, le commerce, la traçabilité et la légalité du bois, l'application des lois forestières et fauniques, le renforcement des capacités des institutions publiques en matière de prise de décision et le suivi du commerce des espèces sauvages (flore et faune). Au cours de sa longue carrière, il a également apporté un soutien stratégique aux populations autochtones et aux communautés locales vivant à proximité des forêts ou en étant propriétaires, afin de garantir leur implication et leur participation à leur gestion durable.

Entre 2000 et 2005, Denis a travaillé en tant qu'expert en développement de la foresterie communautaire au niveau national et international. Entre 2005 et 2008, il a travaillé pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO : [www.fao.org](http://www.fao.org)) en tant qu'expert associé en foresterie communautaire et de 2009-2010, il a travaillé pour le Programme

des Nations Unies pour l'environnement (PNUE -[www.unep.org](http://www.unep.org)) en tant que chef de la composante forêt et environnement pour l'évaluation environnementale post-conflit de la RDC.

Depuis 2010, il travaille avec le Wildlife Trade Specialists Network - TRAFFIC International où il surveille les marchés du commerce des espèces sauvages (faune et flore) pour s'assurer que ce commerce est légal et durable, dans l'intérêt de la planète et de ses populations. Il a occupé les postes de chargé de programme commerce du bois et de chargé de programme principal pour le bureau de programme Afrique centrale de TRAFFIC.

Depuis juillet 2020, il est directeur du bureau de programme de TRAFFIC International pour l'Afrique centrale, basé à Yaoundé, au Cameroun. Denis est titulaire d'un diplôme d'ingénieur des eaux, forêts et chasse et d'un master en planification et gestion participative des ressources forestières.

Originaire du Cameroun, **Mme Bricette Nguemwo** a 15 ans d'expérience professionnelle, dont 7 ans dans le secteur de la conservation en Afrique centrale. Ses principaux domaines d'expertise englobent le commerce et la gestion des données relatives aux espèces sauvages (faune et flore), l'échange d'informations et la collaboration en matière d'application de la loi au niveau national et transfrontalier, les études de marché et la surveillance en ligne du commerce illégal d'espèces sauvages. Elle a contribué au renforcement des capacités et à l'assistance technique pour aider les responsables de l'application de la loi à respecter leurs obligations au titre de la CITES.

De 2009 à 2017, elle a travaillé comme agent opérationnel puis comme contrôleur comptable dans le secteur bancaire et financier.

Depuis 2017, elle travaille pour le Réseau des spécialistes du commerce des espèces sauvages - TRAFFIC International, où elle surveille les marchés du commerce des espèces sauvages pour s'assurer que ce commerce est légal et durable, ce qui profite à la fois à la planète et à ses populations. Elle a occupé diverses fonctions, notamment celle d'aide à la saisie de données pour deux projets : Reducing Trade Threats to Africa's Wild Species and Ecosystems (ReTTA) et AFRICA Trade in Wildlife Information eXchange (AFRICA-TWIX). Elle est actuellement chef de projet pour AFRICA-TWIX au sein du bureau de programme de TRAFFIC en Afrique centrale. Bricette est titulaire d'un diplôme en comptabilité, contrôle et audit.

Originaire du Cameroun, doté d'une forte expérience en développement de système d'information et d'un diplôme d'ingénieur en Informatique Appliquée aux systèmes d'information géographique, **M. Thierry Loic Kenmou** est expert en développement web et gestion des bases de données au sein du projet OFAC-CE en appui à l'observatoire des forêts d'Afrique (OFAC) qui est la cellule technique de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC). A ce titre il est essentiellement responsable des développements des différents outils de collecte, d'encodage, de traitement, d'analyse et de visualisation des données au sein du système d'information de l'OFAC qui présente des analyses multithématiques sur l'ensemble des 11 pays membres de la COMIFAC afin de faciliter la prise de décision.

Ces différents outils développés et intégrés au sein du système d'information sont dotés d'une multitude d'indicateurs à plusieurs échelles d'intervention (régional, paysage, national, aires protégées et concessions forestières) et sur plusieurs thématiques (couvert forestier, cadre légal et

institutionnel, gestion des forêts, conservation et valorisation de la biodiversité, changements climatiques, etc.)

**Dr Frank Ankomah** est un forestier, un écologiste et un expert certifié en matière de chaîne de contrôle et de légalité du bois. Il possède plus de 25 ans d'expérience professionnelle dans la restauration de paysages forestiers dégradés, la gestion d'écosystèmes forestiers, l'élaboration de protocoles de vérification de la légalité et l'audit de chaînes d'approvisionnement en bois. Il est également chercheur, spécialisé dans l'utilisation des sols, le changement de la couverture terrestre, la gouvernance forestière et la biométrie forestière, en particulier dans les inventaires forestiers et l'évaluation des stocks de carbone. M. Ankomah est titulaire d'un doctorat en sylviculture et en gestion forestière de l'Université d'Amsterdam. Ankomah est titulaire d'un doctorat en sylviculture et gestion forestière de l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah (KNUST) et possède de nombreuses qualifications académiques, notamment un MBA, une maîtrise en sciences de l'environnement et d'autres certificats internationaux en audit des systèmes de gestion (ISO 19011:2011), en gestion forestière FSC, de Soil Association Certification Limited, Royaume-Uni, et en chaîne de traçabilité FSC™ et expert en bois contrôlé, de NEPCon, Berlin, Allemagne, ainsi qu'une formation à la marque FSC® pour les organismes de certification sur FSC-STD-50-001(V2-0). Le Dr. Ankomah a été consultant pour divers projets, notamment ceux de la Banque africaine de développement, du PNUD Ghana et du Ghana Cocoa Board.

**Le Commissaire divisionnaire Youssouf Alladjobei Anymi**, 42 ans, est un éminent agent des services chargés de l'application de la loi qui compte plus de vingt ans d'expérience dans les domaines de la sécurité publique et de la coopération internationale. Il occupe actuellement le poste d'Officier spécialisé régional chargé de la criminalité environnementale au Bureau régional d'INTERPOL pour l'Afrique centrale, à Yaoundé (Cameroun), poste qu'il occupe depuis mai 2023. À ce titre, il est chargé de coordonner les efforts de lutte contre les atteintes à l'environnement dans toute la région, en étroite collaboration avec les parties prenantes nationales et internationales. Auparavant, il a occupé le poste d'officier de liaison principal à AFRIPOL de 2020 à 2023, où il a joué un rôle clé dans la promotion de la coopération entre les nations africaines pour lutter contre la criminalité transnationale. La carrière d'Anymi comprend également des rôles importants au sein du ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration du Tchad, notamment en tant qu'inspecteur des audits et des enquêtes de 2014 à 2018, où il a supervisé l'évaluation des protocoles de sécurité et mené des enquêtes sur les questions de sécurité publique. Auparavant, il a été chef de la section de l'immigration à l'aéroport international Hassan Djamous de N'Djamena de 2010 à 2013, où il était chargé de gérer les opérations d'immigration et d'assurer la sécurité aux frontières. Sur le plan académique, Anymi est titulaire d'une maîtrise en sociologie de l'Université de N'Djamena, ce qui lui a permis d'acquérir une solide connaissance des dynamiques sociétales et de leurs implications pour l'application de la loi. Sa vaste expérience des cadres de sécurité nationaux et régionaux a fait de lui un atout précieux pour relever les défis complexes en matière de sécurité dans toute l'Afrique.

**Dr Raoul Sumo Tayo** est chercheur principal pour l'Afrique centrale dans le cadre du projet ENACT sur le crime organisé, basé à Yaoundé, au Cameroun. Il a rejoint l'ISS en juin 2024. Auparavant, il a travaillé pour Small Arms Surveys, le Centre d'études sur la paix, la sécurité et l'intégration (CPSIS), l'Université de Maroua et le Centre d'études stratégiques et d'innovations. Sumo Tayo a étudié la sociologie à l'Université de Liège et l'histoire des relations internationales à

l'Université de Yaoundé 1, où il a obtenu son doctorat en 2017.

Le **lieutenant-colonel Claude Raould Chakoua** est un officier accompli de l'armée de l'air camerounaise, qui occupe actuellement les fonctions de commandant adjoint du COMRMIA4, chargé des forces aériennes, et de commandant de la 401e base aérienne de Maroua-Salak. Avec une carrière distinguée dans l'aviation militaire, le lieutenant-colonel Chakoua a fait preuve de leadership et d'expertise dans divers rôles au sein de l'armée de l'air, contribuant de manière significative à l'efficacité opérationnelle et à la coordination stratégique des capacités de défense aérienne du Cameroun.

En tant qu'officier pilote, il a perfectionné ses compétences en matière d'opérations aériennes et de gestion des bases aériennes, en supervisant des missions d'aviation essentielles et en veillant à l'état de préparation opérationnelle de ses unités. Son poste actuel de commandant de la base aérienne de Maroua-Salak le place en première ligne de la gestion des opérations aériennes critiques dans la région, jouant un rôle essentiel dans la défense et la sécurité du nord du Cameroun.

La vaste expérience du lieutenant-colonel Chakoua et son dévouement au service ont fait de lui une figure clé de la communauté de l'aviation militaire camerounaise, où il continue à respecter les normes les plus élevées en matière de leadership et de professionnalisme.

**M. Louis Sosthène Ndong Obiang** est conservateur principal chargé du centre d'opérations de l'Agence des parcs nationaux du Gabon. Dans le passé, il a également été conservateur principal chargé des parcs de la Lope, des Plateaux Batéké et des Monts du Chaillu (Waka-Birougou), conservateur du parc national de la Lope et conservateur du parc national de l'Est Minkébé, entre autres. M. Ndong Obiang a participé à plusieurs formations et séminaires ; au cours de ses engagements, il a reçu un certificat de participation pour son dévouement à la réussite du séminaire américano-gabonais sur les opérations civilo-militaires à l'appui de la lutte contre le trafic illicite (avec l'équipe des affaires civiles 8324, compagnie Bravo, 83e bataillon des affaires civiles, armée américaine/ambassade des États-Unis) ainsi qu'un certificat de cour d'enquête sur la faune de l'Académie internationale d'application de la loi, US Fish and Wildlife Service. M. Ndong Obiang est membre fondateur de l'Association des Rangers du Gabon, membre de la Fédération internationale des Rangers (IRF) et président de l'Association des Rangers du Gabon.

**M. Etienne Tabi Mbang** est directeur des études et de la prospective au Groupement anti-blanchiment d'Afrique centrale (GABAC), où il dirige des recherches et des études critiques sur les tendances financières illicites et les activités criminelles en Afrique centrale. Avec plus de 20 ans d'expérience dans l'administration douanière et les enquêtes sur la criminalité financière, M. Tabi Mbang est devenu un expert de premier plan dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la criminalité transnationale. Il a notamment été chef du bureau régional de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) en Afrique centrale et dans les Grands Lacs, puis conseiller auprès de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et du GABAC en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Professionnel hautement qualifié, M. Tabi Mbang est titulaire de plusieurs diplômes, dont une maîtrise en sciences criminelles de l'Université de Lausanne (Suisse), une maîtrise en droit public

et un DESS en administration fiscale. Il a reçu une formation spécialisée en surveillance douanière à l'École nationale des douanes de La Rochelle, en France, et a participé à de nombreux séminaires internationaux sur la lutte contre la criminalité financière et les trafics illicites.

Les contributions professionnelles de M. Tabi Mbang s'étendent à sa participation active aux réseaux mondiaux de lutte contre le blanchiment d'argent, tels que le Groupe d'action financière (GAFI), où il a participé à des groupes de travail sur les typologies criminelles et le financement du terrorisme. Il a également été consultant auprès d'INTERPOL et des Nations unies, dispensant des formations spécialisées sur la criminalité transnationale, le renseignement douanier et la lutte contre le blanchiment d'argent. Sous sa direction, M. Tabi Mbang a coordonné des études clés sur les vulnérabilités en matière de criminalité financière, les risques liés aux nouveaux systèmes de paiement en Afrique centrale et les transferts illicites de fonds. Son expertise continue de jouer un rôle déterminant dans l'élaboration des stratégies de lutte contre la criminalité financière et le terrorisme dans la région.

**Le Colonel Elie Kimba** sert au sein de la Gendarmerie nationale au Département central de recherche judiciaire de la République du Congo.

**Dr Samuel Nguiffo** est un avocat camerounais et le directeur du Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) à Yaoundé. Reconnu pour son engagement en faveur de la conservation de l'environnement, il a reçu le prestigieux **Goldman Environmental Prize** en 1999 pour ses efforts dans la protection des forêts tropicales d'Afrique centrale.

Nguiffo a été un défenseur des droits des communautés locales en conflit avec les autorités de conservation, notamment à travers son rapport influent de 2001 sur la Réserve de Dja, qui a mis en lumière les tensions entre les populations locales et la gestion de la réserve.

En tant que leader clé du CED, Nguiffo a également joué un rôle essentiel dans l'organisation d'une lettre adressée au gouvernement américain en 2003, protestant contre les pratiques d'acquisition foncière et d'exploitation des terres par la société Herakles Farms, une entreprise américaine implantée dans la région du Sud-Ouest du Cameroun.